

Le Vilain Petit Canard

«Ensemble, pour être plus forts !»



Le Journal Trimestriel de la section CGT Finances publiques 95 - 2ème trimestre 2018

PRESIDENTOR

Insensible aux Fonctionnaires
Tueur de Services Publics
Impossible à arrêter...
Sauf avec la CGT !

la 95
cgt
Finances
Publiques

**GRAND PRIX
FESTI VAL D'OISE
2018**

**ASSEMBLEE GENERALE
Du Syndicat CGT
Finances publiques 95**

15 JUIN 2018 à 9h00

Maison des Syndicats
26, rue Francis Combe
Cergy

CA BOUGE DANS LE 95

Page 2

CA BOUGE AILLEURS AUSSI

Page 2

CFIP DE SAINT-LEU

La forêt désenchantée

Page 3

MAI, Fais ce qu'il te plait

Page 3

SERVICE PUBLIC

La casse programmée

Page 4

Adresse

CGT-CfIP de Cergy - Local syndical
Niveau -1 Bat C

2, av Bernard Hirsch 95093 Cergy
Pontoise Cedex

Site internet

www.ddfip95@financespubliques.cgt.fr
r/95/

Courriel

cgt.ddfip95@dgfip.finances.gouv.fr

En bref dans le 95

- Convergence des SIE : tous les SIE du Val d'Oise sont invités à s'organiser et à travailler exactement de la même manière (tâches bien définies par marguerite). L'intérêt ? Nous en voyons plusieurs : faciliter les fusions, les suppressions de poste, voire l'abandon de mission...Pas vrai qu'elle dit la direction...l'avenir nous le dira.
- Projet de mutation de la catégorie C : 51 départs pour 35 arrivés soit un solde de - 16 emplois.
- Toujours trop peu de places de parkings pour accueillir les collègues au Montaigne. Manque 33 places...

Ça bouge dans le Val d'Oise

Plusieurs dizaines d'agents des Finances Publiques du Val d'Oise se sont mobilisés ces derniers mois contre les effets de la politique de la DGFIP et du gouvernement. Cela a commencé en décembre au sujet des re-localisations de services dans le département par **l'envahissement du CTL** (60 personnes). En janvier, une motion a été rédigée, signée et adressée à la directrice (100 collègues). Le 15 février, **plus de 80 agents se rassemblaient devant la préfecture de Cergy** pour montrer leur mécontentement. Depuis cette date, des **AG de collègues** se sont organisées **sur différents sites** : Saint Leu, Ermont, Cergy. Les discussions qui s'y sont tenues ont permis de poursuivre l'action dans un cadre plus large : **le 22 mars, près de 40% des agents de la DGFIP étaient en grève avec les autres fonctionnaires et les cheminots**. Ce jour-là, les grévistes de la DDFIP 95 ont pris leur place dans le cortège très fourni et sympathique de la manifestation, de façon modeste mais réelle (20 collègues présents et un slogan collectif : "Agent des Finances Publiques du Val d'Oise en grève - Ras-le-bol des restructurations - On collecte de l'argent pour les services publics, pas pour les riches"). Depuis le 22 mars, les AG de personnels ont continué sur Ermont et

Cergy. Il a été décidé de faire des **actions pendant la campagne IR** : badger à 9h30 le lundi 16 avril et continuer à badger à 9h30 les lundi et jeudi du mois de mai. Ces mêmes jours de pointage à 9h30, des volontaires distribueront des **tracts aux usagers** pour leur expliquer que les reculs concernent aussi bien les agents que les usagers. Ces actions s'inscrivent dans le contexte actuel de luttes des cheminots, de l'Education Nationale, de Carrefour, des Hôpitaux, de la collecte des déchets, d'Air France, et cela n'est pas anodin. Maintenant, il faut **continuer à agir collectivement**, car seul, on ne peut rien faire de significatif. C'est bien le but de ces AG, qu'il faut continuer et élargir. Par exemple, sur Cergy, à la dernière AG étaient présents des syndiqués, des non syndiqués, et des militants des trois syndicats CGT, FO et Solidaires (40 personnes). Des HMI ont été programmées sur les sites d'Argenteuil, Saint Leu et Garges. Il faut aussi organiser des démarches vers nos collègues des Trésoreries. Construire la nécessaire contre-attaque du monde du travail, ce n'est pas une tâche facile, mais le printemps 68 ne s'est pas fait en un jour. **Pour que ces frémissements se transforment en bouillonnement**, tout reste à faire !

**Un Macron, ça ose tout !
C'est même à ça qu'on le reconnaît**

« Les britanniques ont la chance d'avoir eu Margaret Thatcher »



EMMANUEL MACRON
PDG de la France

Ça bouge ailleurs aussi !

De nombreux départements sont engagés dans la lutte contre la casse du service public en générale, et de la DGFIP en particulier : un peu partout en France, des actions variées ont eu lieu : assemblées générales, pointage à 9h30 des services d'accueil, **rassemblement devant les CFIP**, opérations de remises de tracts et signature de pétitions à la rencontre de la population sur les marchés et dans les rues, actions auprès des élus, **blocage de centre avec piquet de grève** (comme sur le site de Paris Uzès le 10/04) **grèves reconductibles** (DRFIP de Paris les 3 et 4 avril dernier). Des journées de grèves sont également prévues dans plusieurs directions les 13 avril et 16 avril, afin de **profiter de la visibilité de la campagne IR et de la médiatisation du PAS**. (pour plus d'informations, [voir l'info luttes du 11/04](#) sur le site cgt finances publiques)

SAINT-LEU-la forêt déchantée

Mais que se passe-t-il dans le royaume de Saint-Leu -La-Forêt ?
Jadis, un centre sans histoire, dans un cadre bucolique, un tissu fiscal merveilleux...



Début Février : La Reine des Neiges

Tombe la neige ! Le parking et les accès piétons sont recouverts de leur blanc manteau...glissant.

Personne pour déblayer et saler. Un collègue se dévoue pour jouer « la Reine déneige ».



Mi-Mars : La Belle au Bois Dormant

8h45 : Le Portail du château du CFIP reste clôt. Aucun responsable en vue, ils sont restés au lit ?



Les collègues de l'accueil et des SIP sont sollicités pour l'ouverture du portillon. Refus massif de leur part.

Fin Mars : Volt

Coupure d'électricité. Le compteur a disjoncté.

Personne sur place ayant une qualification nécessaire à la remise en route.

Qu'à cela ne tienne, le gardien d'Ermont fera le déplacement...



Lundi 26 Mars 2018 : Fantasia

Un collègue s'est introduit dans le centre à 7h30, l'alarme s'est déclenchée...

Un autre à 7h40, l'alarme à nouveau...encore et encore, un déluge musical...

Mince, le changement d'heure n'a pas été paramétré.



Début Avril : Ratatouille

Les poubelles s'entassent dans les containers, finissent par déborder, se retrouver à terre, éventrées...apparition de rats !



Le contrat d'ONET soit disant modifié, n'a pas été respecté...

à moins que la Direction ne l'ait pas fait modifier...et Vice Versa !



La CGT se **Rebelle** en CTL et demande des explications !



Raiponce de Pinocchio et la bande à Picsou : RODAGE !

Les agents du CFIP vécutent malheureux et eurent beaucoup de problèmes...après la suppression du poste de gardien...

Mai, Fais ce qu'il te plaît

Etudiants, vous les futurs diplômés,
Posez vos cartables, armez- vous de pavés
Souvenez-vous jadis qu'au joli mois de mai
Un « fameux » président vous en a fait baver...

Celui d'aujourd'hui du haut de son sommet,
Méprise le peuple comme ses prédécesseurs,
N'écrivez plus le mot colère entre guillemets...
Mettez donc fin à tous les oppresseurs.

Enseignants, Cheminots, il est l'heure désormais,
Mettez-vous donc en train ne restez pas à quai,
Sur toute la ligne soyez soudés plus que jamais,
Pour faire grossir la grève, soyez tous au piquet.

Citoyens, attisons tous ce feu qu'allumaient,
Les hordes de salauds toujours privilégiés,
Entre nous travailleurs, fumons le calumet,
Faisons grandir la lutte, qu'elle puisse converger.

Cher président sens-tu de la révolte le fumet ?
Si nos forces s'unissent ton règne prendra fin,
Passons à table, j'entends déjà les gourmets,
Prêts à déguster tes restes, pour en faire un festin...



**« Refonder le contrat social avec les agents publics. »
De quoi est-il question ? Tout un programme... de casse !**

Les organisations syndicales ont reçu début mars un document du gouvernement intitulé « *Refonder le contrat social avec les agents publics* », qui ne laisse aucun doute sur son intention d'attaquer, très vite, après le statut cheminot, le statut général de la Fonction publique.

« Les quatre « chantiers prioritaires » de « modernisation » de la fonction publique » selon ce document :

<p>Chantier n°1 : Définir un nouveau modèle de dialogue social</p>	<p>Une organisation simplifiée des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et des comités techniques (CT) est à l'étude. L'idée est de simplifier et déconcentrer les commissions administratives paritaires (CAP). Autrement dit : fin des CHST, fin des CAP nationales ; les CAP ne pourraient être convoquées que sur un champ réduit, qui ne concernerait ni les mutations, ni les avancements...Le gouvernement entend promouvoir un mode de management entièrement discrétionnaire au détriment des agents, dans l'objectif de faciliter les mobilités suites à restructurations</p>
<p>Chantier n°2 : Développer le recours au contrat pour mieux répondre aux besoins des employeurs</p>	<p>Le projet est de permettre notamment le recours à de nouvelles formes de contrat » (mise en place de « contrats de missions »?) Les futurs recrutements se feraient uniquement sur des emplois contractuels. Pour la CGT Finances Publiques, il s'agit d'une tentative de mettre fin au statut dans la fonction publique. Le gouvernement, dans sa logique de transformation libérale de l'action publique, veut affaiblir le Statut général des fonctionnaires afin d'avoir des personnels plus malléables, supprimer les garanties statutaires d'égalité d'accès et de traitement, de déroulement de carrière, mais cela aboutira à bafouer les principes de neutralité, d'indépendance et de responsabilité du fonctionnaire.</p>
<p>Chantier n°3 : Faire évoluer la politique de rémunération</p>	<p>Un chantier qui entend « réinterroger » les composantes de la rémunération des agents publics, tout en prenant en compte les contraintes de maîtrise salariale : cela annonce donc la rigueur et la non augmentation du point d'indice pour chaque fonctionnaire. Le Gouvernement souhaite que la concertation porte d'abord sur le chantier de la « rémunération au mérite ». Le RIFSEEP était déjà très dangereux, les annonces du gouvernement vont plus loin. Aller encore plus loin, comme le préconise l'exécutif, c'est casser le système de rémunération des fonctionnaires : <i>une part liée « au mérite », c'est l'arbitraire le plus total avec la mise en concurrence des personnels, la casse des collectifs de travail, qui conduiront à l'accentuation des dérives clientélistes, à une dégradation des relations et des conditions de vie au travail de tous les agents.</i> Le RIFSEEP constitue bel et bien une remise en cause du Statut général.</p>
<p>Chantier n°4 : accompagnement renforcé dans les transitions professionnelles et dans les mobilités des agents</p>	<p>Il s'agit de mobiliser « <i>l'appareil de formation et des acteurs RH pour accompagner les transitions professionnelles</i> », prévoir de « nouveaux mécanismes pour favoriser les reconversions au sein de la fonction publique », et développer les dispositifs d'aides au départ vers le secteur privé pour ceux qui le souhaite permettant ainsi de structurer des plans de départs volontaires. Il s'agit donc bien d'un « plan social » pour atteindre les 120 000 suppressions de poste, dont 50 000 dans la Fonction publique de l'État et entre 16 et 18 000 dans notre direction! A la DGFIP, il ne s'agira donc pas seulement de ne pas remplacer les départs en retraite, mais désormais d'éjecter des agents soit vers d'autres administrations ou collectivités, soit vers le privé.</p>

**Ce projet est inacceptable !
Organisons-nous immédiatement
dans l'unité pour le refuser !**

Retrouvez toutes nos infos sur notre site :
www.financespubliques.cgt.fr/95/

